**BUREAU DU CONSEILLER SÉNATORIAL EN
ÉTHIQUE**

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

**LE CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE ACCUEILLE
FAVORABLEMENT LES AMÉLIORATIONS APPORTÉES
AU CODE D'ÉTHIQUE DU SÉNAT**

Ottawa, 11 juin 2008 — Dans son troisième rapport annuel, le conseiller sénatorial en éthique, M. Jean T. Fournier, se dit heureux des modifications au *Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs (le Code)*. Le Sénat a adopté le 29 mai 2008 les recommandations du Comité sénatorial permanent sur les conflits d'intérêts des sénateurs, au terme d'un examen approfondi du Code, le premier depuis l'adoption du *Code* en mai 2005. Le rapport annuel vise la période du 1^{er} avril 2007 au 31 mars 2008 et donne le bilan des activités de son bureau au cours de l'exercice.

« Lorsque je suis entré en fonctions en 2005, le Code du Sénat suscitait des questions, » a dit M. Fournier. « Je suis persuadé que les modifications adoptées par le Sénat vont renforcer et améliorer les dispositions actuelles du Code de manière à accroître la confiance du public que les règles de conduite sont appliquées efficacement, tout en donnant aux sénateurs l'assurance qu'ils sont traités de manière juste et raisonnable. Les attentes de la population au chapitre de l'intégrité des parlementaires ne cessent de croître, si bien qu'il restera toujours des améliorations à apporter, mais les nouvelles dispositions constituent un réel progrès qui permettra au régime de déontologie du Sénat de soutenir avantageusement la comparaison avec ceux de nombreux autres pays. »

Les principales modifications recommandées par le Comité et approuvées par le Sénat sont les suivantes :

- que le Code reconnaisse explicitement l'indépendance du conseiller sénatorial en éthique dans l'interprétation du Code et son application à la situation particulière des sénateurs;

- que les sénateurs soient tenus de s'abstenir de participer à un débat en comité ou au Sénat lorsqu'eux-mêmes ou un membre de leur famille possèdent des intérêts personnels qui pourraient être visés par la question dont est saisi le Sénat ou un de ses comités;
- que les sénateurs soient tenus de rencontrer le conseiller sénatorial en éthique si celui-ci le juge nécessaire pour exercer ses fonctions aux termes du Code dans le contexte du processus de déclaration annuelle.

« Je remercie les membres du Comité de m'avoir fourni l'occasion de leur faire part de mes vues à cet égard, et je suis heureux de constater que le Comité a accepté bon nombre de mes recommandations », a dit M. Fournier.

Le rapport annuel révèle qu'au cours de la dernière année, le conseiller sénatorial en éthique a donné aux sénateurs quelque 250 avis et conseils à titre officiel et officieux sur des sujets parfois complexes. Au sujet de son rapport, M. Fournier a dit : « Depuis ma nomination, j'encourage les sénateurs à me consulter aussi souvent que possible avant de poser des gestes, surtout quand ils sont dans le doute. À mon avis, cette approche permet de mieux prévenir les conflits d'intérêts, et cela est non seulement dans l'intérêt des sénateurs, mais aussi dans celui du public. Quand il est question de conflits d'intérêts, la prévention est effectivement le meilleur remède. »

Le conseiller sénatorial en éthique est un haut fonctionnaire indépendant du Sénat dont la responsabilité première est d'administrer, d'interpréter et d'appliquer le *Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs*.

Pour en savoir davantage sur le rapport annuel du conseiller sénatorial en éthique, veuillez consulter le site Web du bureau : www.parl.gc.ca/seo-cse.

Pour en savoir plus, prière de communiquer avec

Louise Dalphy

Téléphone : 613-947-3566

Télécopieur : 613-947-3577